

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1144^e
SÉANCE**

Jeudi 9 novembre 1967,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 42 de l'ordre du jour:

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite):

- a) *Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;*
- b) *Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général 199*

Point 46 de l'ordre du jour:

Activités opérationnelles pour le développement (suite):

- a) *Activités du Programme des Nations Unies pour le développement: rapports du Conseil d'administration;*
- b) *Activités entreprises par le Secrétaire général 201*

*Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).*

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (*suite*) [A/6703, chap. V, sect. I; A/6703/Add.1, chap. IV; A/6848, A/C.2/L.966/Rev.1, E/4408/Rev.1]:

- a) *Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4274 et Add.1, E/4293 et Add.1 et 2, E/4327, E/4371, E/4375);*
- b) *Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4374 et Add.1 et 2)*

1. M. BADAWI (République arabe unie) dit qu'à la suite des consultations qu'ils ont eues avec certaines délégations intéressées, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.966/Rev.1 en ont encore révisé le texte. Le septième considérant et le paragraphe 1 du dispositif sont maintenant conçus comme suit:

"Reconnaissant en outre que pour évaluer le volume des ressources fournies par les pays donateurs et pour déterminer si les ressources extérieures reçues par les pays en voie de développement sont suffisantes, il est nécessaire d'adopter des définitions appropriées des divers éléments du courant des ressources et de disposer de données voulues,

"1. Invite instamment les pays développés:

"a) A assouplir les conditions et modalités auxquelles est subordonnée la fourniture de ressources extérieures aux pays en voie de développement, conformément à la résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social, de façon à diminuer les charges que le service de la dette fait peser sur la balance des paiements des pays en voie de développement;

"b) A envisager d'accorder, lorsque l'on convient que le besoin s'en fait sentir, des conditions et modalités souples aux pays en voie de développement qui, en raison des problèmes que pose leur balance des paiements et du fardeau que fait peser sur eux le service de leurs dettes, seraient obligés de demander le réaménagement ou la consolidation de ces dettes".

2. M. DEWULF (Belgique) dit que, consciente de la gravité et de l'ampleur des problèmes qui ont inspiré le projet, sa délégation tient à préciser l'esprit dans lequel elle aurait voulu aborder un débat constructif sur la question de l'endettement des pays en voie de développement, dans le cadre général du problème des ressources financières et du contexte plus précis des courants inverses.

3. Comme l'a fait très justement observer le représentant de la RSS de Biélorussie à la 1114^e séance, le rapport du Secrétaire général intitulé "Sorties de capitaux des pays en voie de développement" (E/4374) ne permet pas de se faire une idée correcte de l'ampleur et du rythme de ce mouvement. Il ne s'agit que d'un rapport intérimaire qui, s'il énumère les différents courants inverses, ne peut, faute de renseignements complets, que tirer des conclusions fort générales sur leur ampleur et leurs incidences. Seul un travail ardu au niveau de l'enregistrement — mais surtout de l'analyse interprétative des données — permettra des conclusions fermes et précises. Ce sont là des constatations qui semblent d'ailleurs ressortir de l'avant-propos et de l'introduction au rapport du Secrétaire général. Est-il dès lors raisonnable, au stade actuel, de s'engager sur une résolution forcément incomplète, déséquilibrée et, partant, controversée? Il conviendrait plutôt de permettre au Secrétaire général d'achever son travail en s'inspirant des recommandations unanimes du groupe d'experts dans leur rapport sur les problèmes de méthodologie intitulé Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement (voir E/4327, p. xv à xviii). Le rapport final pourrait être présenté à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale ou, si possible, à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

4. Par ailleurs, l'Assemblée générale a déjà adopté une résolution d'ensemble sur le courant des ressources extérieures dirigé vers les pays en voie de développement [résolution 2170 (XXI)], dont il n'est pas fait mention dans le projet de résolution A/C.2/L.966/Rev.1, même modifié. En outre, tout récemment, à sa 1135^{ème} séance, la Deuxième Commission a adopté une autre résolution générale (A/C.2/L.961/Rev.2). Pourquoi, dès lors que l'on dispose de résolutions largement acceptées, sortir certains problèmes de leur contexte pour les reporter dans un texte controversé tant sous l'angle technique que politique? On aurait dû suivre la méthode de travail du Conseil économique et social, qui a dégagé des résolutions de base trois résolutions portant sur des problèmes précis, à savoir les résolutions 1270, 1271 et 1273 (XLI), adoptées à l'unanimité.

5. Le problème du financement lié au commerce sera sans nul doute au centre des préoccupations de la deuxième session de la CNUCED qui aura lieu à New Delhi, et la question générale des courants inverses et le problème particulier de l'endettement en formeront des chapitres essentiels. Il ne conviendrait pas que des initiatives inopportunes de la Commission compromettent les préparatifs patients en vue d'accords éventuels à New Delhi. La Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED a élaboré un document remarquable par son originalité, à savoir l'Exposé concerté sur les problèmes du développement^{1/}. Il serait bon que la Deuxième Commission en prenne note parce que, d'une part, il traite du problème à l'examen, qu'il place dans le cadre de la complexité des situations et que, d'autre part, il emprunte résolument une voie nouvelle. L'Exposé est une base de discussion élaborée en commun et adoptée à l'unanimité, comme l'a souligné le Président de la cinquième session du Conseil du commerce et du développement et comme l'indique le rapport du Conseil (voir A/6714/Rev.1, par. 96). Il constitue l'aboutissement d'efforts communs et l'amorce constructive de débats futurs dont le cadre le plus approprié est la deuxième session de la CNUCED.

6. Un projet de résolution qui ne fait même pas allusion à des travaux si importants dans les domaines considérés serait donc inopportun, et les auteurs gagneraient à s'accorder le temps de la réflexion.

7. M. METUALLY (Syrie) dit qu'en tant que coauteur du projet de résolution, sa délégation estime qu'il y a de nombreuses raisons pour les pays développés et les pays en voie de développement de l'adopter. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a estimé que les pays en voie de développement peuvent, au cours des cinq années à venir, absorber annuellement, sous forme de ressources extérieures, de 4 à 5 milliards de dollars de plus qu'au cours des années précédentes. Or, on doit malheureusement constater que le courant des ressources vers les pays en voie de développement n'a pas augmenté entre 1961 et 1965; il a même, en fait, diminué. Parallèlement, le service de la dette n'a pas cessé de s'accroître, et son fardeau se fait surtout sentir pour les pays les plus défavorisés du tiers monde. L'en-

dettement de ces derniers atteint actuellement le chiffre inquiétant de 41 milliards de dollars. En 1966, le remboursement de la dette a représenté, pour les pays en voie de développement, une somme de 4 milliards de dollars; en même temps, les pays développés ont augmenté leurs taux d'intérêt et réduit les délais de remboursement.

8. Il apparaît donc d'une façon évidente que les pays en voie de développement doivent demander aux pays développés d'assouplir les conditions de leur assistance. Faute d'une amélioration sur ce plan, on risque de voir cette assistance se dévorer elle-même. A l'heure actuelle, en effet, le service de la dette absorbe déjà deux tiers de son volume.

9. M. MARTIN WITKOWSKI (France) dit que la nouvelle révision du projet de résolution présentée oralement par le représentant de la République arabe unie semble traduire une nouvelle orientation. Il lui semblerait donc opportun de pouvoir l'étudier de près, notamment en consultation avec ses auteurs.

10. M. VARELA (Panama) estime que le projet de résolution, même sous sa forme modifiée, n'ajoute rien aux décisions déjà prises au sujet du financement extérieur par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1183 et 1184 (XLI). En application des dispositions de ces résolutions, le Secrétaire général a entrepris l'élaboration d'un rapport sur la question. Une première partie de ce rapport a déjà été présentée et le Conseil a demandé que le travail se poursuive.

11. M. SVENNEVIG (Norvège) partage l'avis du représentant du Panama en ce qui concerne la prolifération des résolutions et estime, comme le représentant de la Belgique, qu'il conviendrait que le projet fasse mention des travaux de la CNUCED en la matière.

12. En ce qui concerne l'alinéa *b* du paragraphe 2 du dispositif, la Norvège a déjà formulé des réserves, qu'elle maintient, car elle ne tient pas à appuyer des recommandations qui n'ont pas été adoptées à l'unanimité par le groupe d'experts. Peut-être les auteurs voudront-ils modifier leur texte en conséquence.

13. Par ailleurs, soucieux d'harmoniser les statistiques relatives aux transferts des ressources, M. Svennevig propose aux auteurs d'introduire au paragraphe 2 du dispositif du projet un alinéa *c* conçu comme suit:

"c) De consulter d'autres organisations internationales s'occupant de statistiques au sujet des différentes formes que revêtent les transferts de ressources, afin de mettre au point un système de statistiques homogènes, en ce qui concerne ces transferts".

14. M. AITKEN (Jamaïque) dit que les amendements proposés portent sur le fond du projet de résolution. Aussi sa délégation devra-t-elle solliciter de nouvelles instructions auprès de son gouvernement. Il serait souhaitable dans ces conditions de renvoyer le vote à la séance suivante.

15. M. ASANTE (Ghana) souhaite étudier plus avant le projet de résolution. Il votera pour le projet s'il est certain qu'il ne constitue pas un pas en arrière

^{1/} Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, cinquième session, Supplément No 3, annexe II.

par rapport aux décisions antérieures du Conseil économique et social.

16. Après un échange de vues auquel participent M. VARELA (Panama), M. N'GUESSAN (Côte d'Ivoire) et M. BRADLEY (Argentine), le PRESIDENT propose de clore le débat sur le projet de résolution A/C.2/L.966/Rev.1 et de procéder au vote à la séance suivante, étant entendu que le projet de résolution tel qu'il a été révisé oralement à la séance présente fera l'objet, dans l'intervalle, de consultations officielles.

Il en est ainsi décidé.

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite*) [A/6703, chap. XIII, sect. I et II; A/C.2/L.969]:

- a) Activités du Programme des Nations Unies pour le développement: rapports du Conseil d'administration (A/6809, E/4297, E/4398);
- b) Activités entreprises par le Secrétaire général (A/6841)

17. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) dit que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.969 ont procédé à des consultations avec divers groupes. Un certain nombre de délégations ont suggéré des modifications. Dans l'intérêt de l'unanimité, les auteurs en ont tenu compte dans toute la mesure du possible.

18. M. DIALLO (Haute-Volta) donne lecture du texte révisé du projet de résolution.

19. M. VIAUD (France) rappelle que son gouvernement a, tout récemment, augmenté substantiellement sa contribution au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Certains autres pays l'ont fait dans une proportion encore plus large. La délégation française ne peut, dans ces conditions, accepter une recommandation qui devrait logiquement conduire son gouvernement à augmenter à nouveau sa contribution au Programme. Il ne paraît pas raison-

nable de fixer d'ores et déjà un nouvel objectif au montant total des ressources du PNUD, alors que l'objectif retenu pour 1965 n'a pas encore été complètement atteint. Le chiffre indiqué par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport annuel à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session (A/6301/Add.1, p. 10) n'a encore fait l'objet d'aucune consultation entre les délégations, et il est difficile de l'accepter les yeux fermés. On poserait ainsi un jalon pour la prochaine décennie du développement sans avoir la moindre idée de ce que la coopération internationale pourrait être appelée à fournir. S'il est encore temps de procéder à des consultations sur cette question, le représentant de la France souhaiterait qu'elles aient lieu très prochainement.

20. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) a l'impression que le représentant de la France a mal compris l'intention des auteurs du projet et la portée des changements qu'ils ont apportés à leur texte. Il serait sage dans ces conditions d'attendre que le texte révisé du projet ait été distribué dans toutes les langues. Les auteurs sont prêts, quant à eux, à fournir à la Commission tous les éclaircissements voulus.

21. M. DELGADO (Sénégal) dit que le projet insiste sur deux idées essentielles: la nécessité d'augmenter les ressources du PNUD et celle de permettre au Programme de contribuer au financement des projets ayant déjà fait l'objet d'un préinvestissement. Les difficultés de forme et de fond soulevées par le projet ne paraissent pas insurmontables et le représentant du Sénégal est certain que l'on pourra mettre au point un texte qui réponde aux vœux de toutes les délégations. La délégation sénégalaise souhaite se joindre aux auteurs du projet, mais elle aimerait les consulter sur divers points avant de s'engager officiellement.

22. M. RANKIN (Canada) propose d'insérer, au paragraphe 2 du dispositif, après le mot "stimuler", les mots "quand cela se justifie du point de vue économique".

La séance est levée à 17 h 10.

*Reprise des débats de la 1142ème séance.